

**Réunion avec les
organisations syndicales**
22 mars 2022

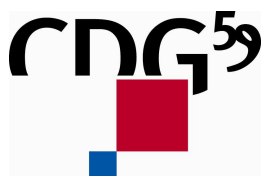
Les élections professionnelles 2022

www.cdg59.fr

ORDRE DU JOUR



1. Calendrier
2. L'électeur·rice
3. Effectifs par scrutin – nombre de représentant·es – proportion femmes/hommes et répartition des listes
4. Le·la candidat·e
5. Le·la délégué·e de liste
6. Formalisme des listes de candidat·es
7. Délibération CST
8. Information sur la formation spécialisée
9. Les documents transmis
10. Retour sur le marché du vote électronique



■ Le calendrier prévisionnel

- ➡ Dates du scrutin : du 1^{er} au 8 décembre 2022 (vote électronique)
- ➡ Affichage des listes électorales : au plus tard le 2 octobre 2022 (60 jours avant le scrutin)
- ➡ Modifications (omissions-rectifications) jusqu'au 50^{ème} jour (2 au 12 octobre 2022)
- ➡ Date limite de dépôt des listes de candidatures par les délégué·es de liste : au plus tard le 20 octobre 2022
- ➡ Date limite de transmission du matériel de vote et mise en ligne des candidatures : au plus tard le 16 novembre 2022

II. L'électeur·rice

↳ Commissions Administratives Paritaires :

• **Qualité d'électeur·rice :**

Les fonctionnaires titulaires à temps complet ou à temps non complet :

- en activité (y compris le congé de présence parentale et la mise à disposition (collectivité d'origine), suspendus (discipline ou Covid),
- en congé parental,
- en position de détachement,
- dont le grade ou l'emploi est classé dans la catégorie représentée par la CAP.

Sont exclu·es :

- les stagiaires (sauf si titulaire détaché pour stage),
- les fonctionnaires titulaires placé·es en :
 - > disponibilité,
 - > exclusion temporaire de fonctions suite sanction (à constater aux dates de référence (01/01/2022 et à la date du scrutin)
 - > congé spécial,
- les agent·es contractuel·les de droit public et de droit privé.

II. L'électeur·rice



Commissions Administratives Paritaires : cas particuliers

Cas particulier	Collectivité dans laquelle il vote
Mise à disposition	Collectivité d'origine
Détachement d'un·e fonctionnaire de l'État ou FPH dans une collectivité (sauf détachement pour stage)	Collectivité d'accueil
Détachement d'un·e fonctionnaire territorial·e auprès de l'État ou FPH	Collectivité d'origine
Détachement pour stage	Collectivité d'origine. Grade de titulaire
Détachement sur un emploi fonctionnel (2 collectivités distinctes)	Collectivité d'origine et collectivité d'accueil (sauf si les 2 relèvent du C.D.G.)
Détachement sur un emploi fonctionnel dans la même collectivité	Collectivité d'origine et d'accueil (1 seule fois)
Fonctionnaire exerçant sur plusieurs collectivités	Centre de gestion si collectivités affiliées (1 seule fois) sauf si relèvent de plusieurs CAP



L'électeur·rice



Commission Consultative Paritaire :

· Qualité d'électeur·rice :

Les agent·es contractuel·les à temps complet ou à temps non complet bénéficiant à la date du scrutin :

- d'un CDI,
- depuis au moins 2 mois (soit le 01/10/2022), d'un CDD d'une durée minimale de 6 mois,
- d'un CDD reconduit sans interruption depuis au mois 6 mois.

Les agent·es contractuel·les doivent être :

- en activité,
- en congé rémunéré,
- en congé parental.

II. L'électeur·rice

Comité social territorial :

1. Les fonctionnaires titulaires : en position d'activité, de congé parental, accueillis en détachement ou mis à disposition de la collectivité territoriale ou de l'établissement ;

2. Les stagiaires : être en position d'activité ou de congé parental ;

3. Les contractuels de droit public ou de droit privé (CDI, CDD, agents de droit privé PEC, CUI-CAE, apprentis) :

Critères devant être cumulativement remplis au 01/01/2022 :

- En contrat à durée indéterminée,
- Depuis au moins deux mois en contrat d'une durée minimale de 6 mois ou d'un contrat reconduit successivement depuis au moins 6 mois.
- Etre en fonctions, en congé rémunéré ou en congé parental.

4. Les agents mis à disposition des organisations syndicales sont électeurs dans leur collectivité ou établissement d'origine.

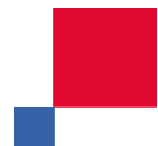
Les agents mis à disposition ou détachés auprès d'un groupement d'intérêt public ou d'une autorité publique indépendante sont électeurs dans leur collectivité ou établissement d'origine.

Sont exclus :

- Positions autres que l'activité (position hors cadre, disponibilité, congé spécial),
- Les agent·es vacataires nommé·es sur un emploi limité dans le temps et répondant à un besoin ponctuel
- Fonctionnaires territoriaux détachés auprès de la FPE ou de la FPH
- Agents exclus de leurs fonctions



Les effectifs par scrutin, le nombre de représentant-es et la proportion femmes/hommes et répartition des listes



Dispositions communes aux 5 scrutins :

- Respect de la proportion Femmes/Hommes des effectifs du 01/01/2022
 - CAP Effectifs par catégorie A-B-C
 - CCP Effectifs pour l'ensemble des catégories
 - Comité social territorial, ensemble de l'effectif concerné (<50 agent-es)
- Possibilité d'arrondi à l'entier inférieur ou supérieur



Les effectifs par scrutin, le nombre de représentant-es et la proportion femmes/hommes et répartition des listes

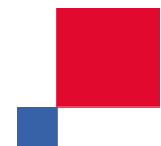


Commissions Administratives Paritaires :

Elections Professionnelles 2022 CAP						
	Effectifs					Nombre de représentants titulaires
	Hommes		Femmes		Total	
CAP A	540	34.13%	1 042	65.87%	1 582	8
CAP B	1 258	38.64%	1 998	61.36%	3 256	8
CAP C	6 608	37.8%	10 875	62.2%	17 483	8



Les effectifs par scrutin, le nombre de représentant-es et la proportion femmes/hommes et répartition des listes

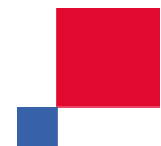


Commissions Administratives Paritaires (suite) :

ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2022 REPARTITION FEMMES HOMMES					
Nombre de candidats	CAP A : Effectif 1 582 agents soit 8 titulaires et 8 suppléants				Total de candidats
	Nombre de femmes dans l'effectif 1 042 65,87%		Nombre d'hommes dans l'effectif 540 34,13%		
10	6,587	6 7	3,413	4 3	10
12	7,9044	7 8	4,0956	5 4	12
14	9,2218	9 10	4,7782	5 4	14
16	10,5392	10 11	5,4608	6 5	16
18	11,8566	11 12	6,1434	7 6	18
20	13,174	13 14	6,826	7 6	20
22	14,4914	14 15	7,5086	8 7	22
24	15,8088	15 16	8,1912	9 8	24
26	17,1262	17 18	8,8738	9 8	26
28	18,4436	18 19	9,5564	10 9	28
30	19,761	19 20	10,239	11 10	30
32	21,0784	21 22	10,9216	11 10	32



Les effectifs par scrutin, le nombre de représentant-es et la proportion femmes/hommes et répartition des listes



Commissions Administratives Paritaires (suite) :

ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2022 REPARTITION FEMMES HOMMES					
Nombre de candidats	CAP B : Effectif 3 256 agents soit 8 titulaires et 8 suppléants			Total de candidats	
	Nombre de femmes dans l'effectif 1 998 61,36%		Nombre d'hommes dans l'effectif 1258 38,64%		
10	6,136	$\frac{6}{7}$	3,864	$\frac{4}{3}$	10
12	7,3632	$\frac{7}{8}$	4,6368	$\frac{5}{4}$	12
14	8,5904	$\frac{8}{9}$	5,4096	$\frac{6}{5}$	14
16	9,8176	$\frac{9}{10}$	6,1824	$\frac{7}{6}$	16
18	11,0448	$\frac{11}{12}$	6,9552	$\frac{7}{6}$	18
20	12,272	$\frac{12}{13}$	7,728	$\frac{8}{7}$	20
22	13,4992	$\frac{13}{14}$	8,5008	$\frac{9}{8}$	22
24	14,7264	$\frac{14}{15}$	9,2736	$\frac{10}{11}$	24
26	15,9536	$\frac{15}{16}$	10,0464	$\frac{11}{10}$	26
28	17,1808	$\frac{17}{18}$	10,8192	$\frac{11}{10}$	28
30	18,408	$\frac{18}{19}$	11,592	$\frac{12}{11}$	30
32	19,6352	$\frac{19}{20}$	12,3648	$\frac{13}{14}$	32



Les effectifs par scrutin, le nombre de représentant-es et la proportion femmes/hommes et répartition des listes



Commissions Administratives Paritaires (suite) :

ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2022 REPARTITION FEMMES HOMMES					
Nombre de candidats	CAP C : Effectif 17 483 agents soit 8 titulaires et 8 suppléants				Total de candidats
	Nombre de femmes dans l'effectif : 10 875 62,2%		Nombre d'hommes dans l'effectif 6 608 37,8%		
10	6,22	6 7	3,78	4 3	10
12	7,464	7 8	4,536	5 4	12
14	8,708	8 9	5,292	6 5	14
16	9,952	9 10	6,048	7 6	16
18	11,196	11 12	6,804	7 6	18
20	12,44	12 13	7,56	8 7	20
22	13,684	13 14	8,316	9 8	22
24	14,928	14 15	9,072	10 9	24
26	16,172	16 17	9,828	10 9	26
28	17,416	17 18	10,584	11 10	28
30	18,66	18 19	11,34	12 11	30
32	19,904	19 20	12,096	13 12	32



Les effectifs par scrutin, le nombre de représentant-es et la proportion femmes/hommes et répartition des listes

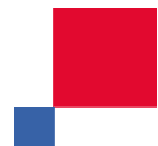


Commission Consultative Paritaire :

Elections Professionnelles 2022						
CCP						
	Effectifs					Nombre de représentants titulaires
	Hommes		Femmes		Total	
	Effectifs	%	Effectifs	%		
CCP	1785	31,27	3 923	68,73	5 708	8



Les effectifs par scrutin, le nombre de représentant-es et la proportion femmes/hommes et répartition des listes

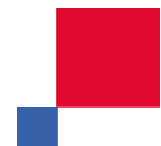


Commission Consultative Paritaire :

ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2022 REPARTITION FEMMES HOMMES					
Nombre de candidats	CCP : Effectif 5708 agents soit 8 titulaires et 8 suppléants				Total de candidats
	Nombre de femmes dans l'effectif 68,73%		Nombre d'hommes dans l'effectif 31,27%		
8	5,4984	$\frac{5}{6}$	2,5016	$\frac{3}{2}$	8
10	6,873	$\frac{6}{7}$	3,127	$\frac{4}{3}$	10
12	8,2476	$\frac{8}{9}$	3,7524	$\frac{4}{3}$	12
14	9,6222	$\frac{9}{10}$	4,3778	$\frac{5}{4}$	14
16	10,9968	$\frac{10}{11}$	5,0032	$\frac{6}{5}$	16
18	12,3714	$\frac{12}{13}$	5,6286	$\frac{6}{5}$	18
20	13,746	$\frac{13}{14}$	6,254	$\frac{7}{6}$	20
22	15,1206	$\frac{15}{16}$	6,8794	$\frac{7}{6}$	22
24	16,4952	$\frac{16}{17}$	7,5048	$\frac{8}{7}$	24
26	17,8698	$\frac{17}{18}$	8,1302	$\frac{9}{8}$	26
28	19,2444	$\frac{19}{20}$	8,7556	$\frac{9}{8}$	28
30	20,619	$\frac{20}{21}$	9,381	$\frac{10}{9}$	30
32	21,9936	$\frac{21}{22}$	10,0064	$\frac{11}{10}$	32



Les effectifs par scrutin, le nombre de représentant-es et la proportion femmes/hommes et répartition des listes



Comité social territorial :

Effectifs				
Femmes		Hommes		Total
Effectifs	Proportion	Effectifs	Proportion	
4525	65,62%	2371	34,38%	6896



Les effectifs par scrutin, le nombre de représentant-es et la proportion femmes/hommes et répartition des listes



Comité social territorial :

Chaque liste comprend un nombre de noms égal au moins aux deux tiers et au plus au double du nombre de sièges de représentants titulaires et de représentants suppléants à pourvoir.

Lorsque le calcul des 2/3 ne donne pas un nombre entier, le résultat est arrondi à l'entier supérieur.

Ces listes doivent comporter un nombre pair de noms.

Listes	Nombre de candidats	CST = effectifs de 6 896 agents Exemple de 9 représentants titulaires			
		Pourcentage de femmes dans l'effectif : 65,62 %		Pourcentage d'hommes dans l'effectif : 34,38 %	
Incomplètes	12	7,87	7	4,13	5
			8		4
	14	9,19	9	4,81	5
			10		4
	16	10,50	10	5,50	6
			11		5
Complète	18	11,81	11	6,19	7
			12		6
Excédentaire	20	13,12	13	6,88	7
			14		6
	22	14,44	14	7,56	8
			15		7
	24	15,75	15	8,25	9
			16		8
	26	17,06	17	8,94	9
			18		8
	28	18,37	18	9,63	10
			19		9
	30	19,69	19	10,31	11
			20		10
	32	21,00	21	11,00	11
			22		12
	34	22,31	23	11,69	11
			23		13
	36	23,62	24	12,38	12
			24		12

IV. Le·la candidat·e



Commissions Administratives Paritaires :

• Pour être candidat·e :

- remplir les conditions requises pour être inscrit·e sur la liste électorale
- ne pas être en congé de longue maladie ou de longue durée ou grave maladie
- ne pas avoir été frappé·e d'une sanction disciplinaire du 3ème groupe à moins d'avoir été amnistié·e ou d'avoir été relevé·e de sa peine dans les conditions indiquées par le décret pris en application du dernier alinéa de l'article 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984
- ne pas être frappé·e d'une des incapacités prononcées par l'article L.6 du code électoral : personnes condamnées à l'interdiction du droit de vote et d'élection.

-> Transmettre une copie de la carte d'identité

IV. Le·la candidat·e

➡ Commission Consultative Paritaire :

• Pour être candidat·e :

- remplir les conditions requises pour être inscrit·e sur la liste électorale
- ne pas être en congé de grave maladie
- ne pas avoir été frappé·e d'une exclusion temporaire de fonctions d'au moins 16 jours à moins d'avoir été amnistié·e ou d'avoir été relevé·e de sa peine
- ne pas être frappé·e d'une des incapacités prononcées par l'article L.6 du code électoral : personnes condamnées à l'interdiction du droit de vote et d'élection.

-> Transmettre une copie de la carte d'identité + dernier contrat de travail

IV. Le-la candidat-e

➡ Comité Social Territorial:

• Pour être candidat-e :

Sont éligibles au titre d'un CST, les agent.es remplissant les conditions requises pour être inscrit.es sur la liste électorale de ce comité à la date limite du dépôt des listes.

Toutefois, ne peuvent être élu.es :

- les agent.es en congé de longue maladie, de longue durée, de grave maladie
- les agent.es qui ont été frappés d'une rétrogradation ou d'une exclusion temporaire de fonctions de 16 jours à 2 ans, à moins qu'ils n'aient été amnistiés ou qu'ils n'aient été relevés de leur peine
- les agents qui sont frappés de l'incapacité énoncée à l'article L. 6 du code électoral : personnes condamnées à l'interdiction du droit de vote et d'élection.

-> Transmettre une copie de la carte d'identité + dernier contrat de travail

IV. Le·la candidat·e



- Déclarations individuelles de candidatures signées par le·la candidat·e (justificatif d'identité)
- Nom – prénoms – sexe de chaque candidat·e
- Récapitulatif du nombre de femmes et du nombre d'hommes
- Composition paire

Si candidat·e inéligible :

- Possibilité de modifier l'ordre de la liste
- Remplacement du·de la candidat·e dans le respect de la répartition

V. Le·la délégué·e de liste

Nom du·de la délégué·e de liste et de son·sa suppléant·e
Remise d'un récépissé de dépôt de liste au·à la délégué·e de liste

- CAP : agent·e candidat·e ou non
- CCP : agent·e candidat·e ou non
- Comité social territorial : agent·e candidat·e ou non

VI. Le formalisme des listes de candidat·es

➡ Dispositions communes aux 5 scrutins :

- Les listes de candidats seront présentées de manière uniforme,
- La propagande électorale est fixée en recto-verso quadricolore en format A4,
- Comme les élections précédentes, le Cdg59 propose que l'ordre de présentation des listes se fera par ordre alphabétique du syndicat,

VII.

Délibération sur le Comité Social Territorial



La création du CST nécessite le vote d'une délibération, au moins six mois avant la date du scrutin (soit le 1^{er} juin au plus tard), sur sa composition et sur les trois points suivants :

- le nombre de représentant-es du personnel,
- le maintien ou non du paritarisme numérique entre le collège employeur et le collège des représentant-es du personnel,
- le recueil ou non par le CST, de l'avis des représentant-es du collège employeur.

1. Le nombre de représentant-es du personnel

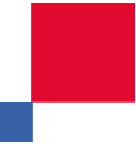
Fixé en fonction de l'effectif des agent-es relevant du comité social territorial pour la durée du mandat.

Le nombre de membres suppléant-es sont en nombre égal à celui des membres titulaires.

- Pour le CST du Cdg59, l'effectif global étant supérieur à deux mille agent-es, il peut être désigné de sept à quinze représentant-es du personnel.
- **Actuellement le nombre de représentant-es titulaires est fixé à 9. Il est proposé de maintenir ce nombre.**

VII.

Délibération sur le Comité Social Territorial



2. Le maintien ou non du paritarisme numérique entre les deux collèges.

La parité numérique entre les 2 collèges n'est pas obligatoire :

Les représentant-es des collectivités ne peuvent pas être plus nombreux-ses que les représentant-es du personnel au sein du CST

➤ **L'organisation actuelle du CTPI / CHSCT est paritaire.**

Dans le cadre d'un dialogue social de qualité et afin d'avoir une représentation équilibrée entre les employeur-ses et les représentant-es du personnel, **il est proposé de maintenir ce paritarisme.**

3. Le recueil ou non par le CST, de l'avis des représentant-es du collège employeur

Les avis du CST sont émis à la majorité des représentant-es du personnel présent-es ayant voix délibérative.

La délibération doit acter le recueil ou le non recueil de l'avis des représentant-es des collectivités et établissements pour les dossiers présentés

Si la délibération prévoit le recueil par le CST de l'avis des représentant-es du collège employeur, l'avis du CST est alors rendu après avoir recueilli d'une part, l'avis du collège des représentant-es du personnel et d'autre part, l'avis du collège des représentant-es de la collectivité ou des établissements.

Chaque collège émet son avis à la majorité de ses membres présent-es ayant voix délibérative. En cas de partage des voix au sein d'un collège, l'avis de celui-ci est réputé avoir été donné.

➤ **Le fonctionnement en cours prévoit le recueil de l'avis des représentant-es du collège employeur.**

➤ **Il est proposé de maintenir cette disposition afin que ce collège employeur puisse se prononcer sur les dossiers.**

VIII. La formation spécialisée Santé Sécurité

Conditions de Travail



Elle connaîtra des questions relatives à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, à l'amélioration des conditions de travail et aux prescriptions légales y afférentes.

Les employeurs territoriaux devront faire bénéficier aux membres de la « formation de service ou de site » d'une formation au cours des 6 premiers mois de leur mandat de 5 jours.

Pour les membres du comité social territorial n'appartenant pas à la formation spécialisée, la formation est de 3 jours.

Chacun des représentants disposera d'un suppléant qui peut être porté à 2 par l'autorité territoriale après avis de l'instance.

VIII. La formation spécialisée Santé Sécurité

Conditions de Travail

Création d'une FSSSCT



VIII. La formation spécialisée Santé Sécurité

Conditions de Travail

Composition d'une FSSSCT – collège des représentants du personnel

Représentants du personnel titulaires au sein de l'assemblée plénière

Représentants du personnel titulaires au sein de la formation spécialisée

nombre égal

Effectif pour les formations spécialisées de site ou de service (nombre d'agents des sites ou services concernés)	nombre des représentants du personnel titulaires
– inférieur à 200 ;	– Entre trois et cinq
– au moins égal à 200 et inférieur à 1 000 ;	– Entre quatre et six
– au moins égal à 1 000 et inférieur à 2 000 ;	– Entre cinq et huit
– au moins égal à 2 000.	– Entre sept et quinze

Formation spécialisée

Désignation

• parmi les représentants titulaires ou suppléants du CST pour les représentants titulaires

• libre (sous réserve de satisfaire aux conditions d'éligibilité) par les organisations syndicales siégeant au CST pour les représentants suppléants

IX. Les documents transmis

- L'arrêté fixant la composition des CAP et celui fixant celle des CCP,
- Les effectifs au 01/01/2022 par scrutin,
- Les tableaux de répartition femmes hommes sur les 5 scrutins,
- La déclaration individuelle de candidature,
- Les coordonnées des délégué·es de liste,
- La liste des électeur·rices titulaires.

X. LES MARCHES DU VOTE ELECTRONIQUE



Deux marchés sont nécessaires pour la mise en œuvre :

1. Expertise indépendante du système de vote électronique :

Le système de vote électronique fait l'objet d'une expertise indépendante, destinée à garantir la conformité du logiciel avec les obligations légales, ainsi que les recommandations de la CNIL et à vérifier le respect des garanties de sécurité et de confidentialité des données.

Pour mémoire, la recommandation de la CNIL précise que l'expertise doit couvrir l'intégralité du dispositif installé avant le scrutin (logiciel, serveur, etc.), la constitution des listes d'électeurs et leur enrôlement et l'utilisation du système de vote durant le scrutin et les étapes postérieures au vote (dépouillement, archivage, etc.).

Dans le cadre de ses missions, l'expert indépendant a accès aux différents locaux où s'organisent les élections ainsi qu'aux locaux des prestataires.

Le rapport de l'expert est transmis aux organisations syndicales ayant déposé une candidature au scrutin. La Commission nationale de l'informatique et des libertés peut en demander la communication.

Le rapport de l'expert est transmis aux OS candidates aux élections.

Le marché est en cours d'attribution



X. LES MARCHES DU VOTE ELECTRONIQUE

La mise à disposition d'une solution de vote électronique pour les élections professionnelles 2022

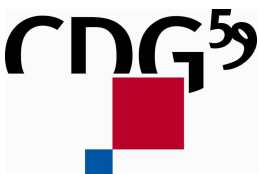
Le recours au vote électronique par internet doit être organisé dans le respect des principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales, notamment la sincérité des opérations électorales, l'accès au vote de tous les électeurs, le secret du scrutin, le caractère personnel, libre et anonyme du vote, l'intégrité des suffrages exprimés, la surveillance effective du scrutin et le contrôle a posteriori par le juge de l'élection.

Objet du marché = mettre à disposition une plateforme interactive, intuitive et rapide dédiée aux élections professionnelles qui aura notamment pour fonctionnalités de permettre :

- d'administrer les listes électorales et les listes de candidat-es, ainsi que les professions de foi des listes de candidat-es ;
- de procéder aux opérations de vote.

Cette plateforme sera ouverte aux électeur·rices et aux membres des différents bureaux de vote. La plateforme devra rappeler les objectifs et les enjeux du scrutin afin de mobiliser les électeur·rices

- Marché en cours d'attribution.
- Objectif fixé = début avril



XI. Contacts

- | | | |
|--------------------------|-----------------------|--|
| • Laurence HERBIN | 03 59 56 88 34 | herbin.l@cdg59.fr |
| • Christine DEUDON (CCP) | 03 59 56 88 48 | deudon.c@cdg59.fr |
| • Sylvie TURPAIN (CAP) | 03 59 56 88 58 | turpain.s@cdg59.fr |
| • Valérie PLUMART | 03 59 56 88 55 | plumart.v@cdg59.fr |
| | | |
| • Myriam VANRAST | 03 59 56 88 12 | vanrast.m@cdg59.fr |
| • Thomas CABAREZ (CST) | 03 59 56 88 12 | cabarez.t@cdg59.fr |

Contactez le CDG59 par voie électronique :

www.cdg59.fr/contacts/

MERCI DE VOTRE ATTENTION